

Rwanda. L'ambassade de France a été fermée

Le Monde, 13 avril 1994

L'ambassadeur de France, Jean-Michel Marlaud, a quitté la capitale rwandaise, mardi 12 avril, dans la matinée, pour Paris. L'ambassade a été fermée, a déclaré Michel Roussin, ministre de la coopération, venu accueillir à l'aéroport de Roissy 474 ressortissants français, allemands et américains évacués du Rwanda.

L'attaché commercial de la France au Rwanda, qui faisait partie des personnes évacuées, a indiqué que les archives de l'ambassade avaient été totalement détruites. Notre envoyé spécial à Kigali nous a précisé que l'ambassade semble avoir été abandonnée de manière précipitée, toutes portes ouvertes.

La grande majorité des Occidentaux ayant quitté le pays, la question se pose de savoir si les troupes étrangères, venues dans le cadre de l'opération d'évacuation, ou présentes préalablement dans le cadre de la Mission des Nations unies au Rwanda (MINUAR), abandonneront la population à son sort.

« *Dans les circonstances actuelles, les conditions ne sont pas remplies pour que nous poursuivions notre participation à la MINUAR* », a déclaré, lundi, le premier ministre belge Jean-Luc Dehaene. De son côté, le chef de la

diplomatie belge, Willy Claes, a jugé le mandat de la MINUAR « *trop limité* » et a estimé qu'un débat de fond devrait être organisé sur cette question aux Nations unies.

Outre les dix « *casques bleus* » belges tués jeudi à Kigali par des éléments de la garde présidentielle, trois ressortissants belges ont été tués dans les premières heures des événements à Gisenyi, dans le nord du pays, et trois autres ont trouvé la mort au cours des affrontements dans la capitale. L'animosité manifestée contre les Belges au Rwanda inquiète l'opinion publique belge.

La Belgique, ancienne puissance coloniale du Rwanda, est soupçonnée par les Hutus, de favoriser les Tutsis qui composent l'essentiel de l'armée rwandaise et de la garde présidentielle.

De leur côté, les Tutsis ont accusé la France dans le passé d'appuyer les forces gouvernementales (en majorité hutues), à travers le contingent qu'elle a maintenu de fin 1990 à fin 1993 à Kigali. En privé, des responsables français soulignent qu'il n'est pas question de maintenir à Kigali des troupes qui risqueraient de se trouver mêlées aux troubles internes.

(AFP, Reuter.)